

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS D'ASSURANCES COUVRANT LA
RESPONSABILITE CIVILE DE L'ANCT ET DE SES FILIALES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

*Marché de service conclu selon un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1,
R.2124-1, R.2124-2-1° du code de la commande publique.*

ACHETEUR PUBLIC

Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)
20 avenue de Ségur
75007 PARIS

Courrier
Bâtiment Ségur,
TSA 10717 -75334 PARIS CEDEX 07

Représenté par Stanislas BOURRON,
Directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/>

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, tous les documents liés à ce marché utilisent la langue française. Tous documents rédigés en langue autre doivent faire l'objet d'une traduction fidèle en langue française.

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	4
ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITÉ	5
ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	6
ARTICLE 8 – PRIX DU MARCHÉ	6
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	8
ARTICLE 10 – ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ	9
ARTICLE 11 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE.....	10
ARTICLE 12 – PÉNALITÉS.....	10
ARTICLE 13– RESILIATION	10
ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION.....	12
ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AU CCAG -FCS	12

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

1.1 Constitution d'un groupement de commandes

Le présent marché public s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un groupement de commandes, constitué selon les règles définies aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique et régi par une convention constitutive signée par ses membres.

Ce groupement de commandes est composé des membres suivants :

- ANCT ;
- SCI Foncièrement Quartier ;
- SCI de l'Espace Commercial du Plateau de Haye.

L'ANCT a été désignée en tant que coordonnateur du groupement de commandes.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations d'assurance couvrant la responsabilité civile de l'ANCT et de ses deux filiales, la SCI Foncièrement Quartier et la SCI de l'Espace Commercial du Plateau de Haye.

Cette assurance en responsabilité civile garantit, selon les conditions prévues au cahier des clauses techniques particulières (CCTP), l'ANCT et ses filiales contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que ces dernières peuvent encourir en raison des dommages ou préjudices causés à autrui.

Le CCTP détaille l'objet de cette garantie.

1.3 Automaticité de garantie

La garantie est automatiquement étendue à tous services qui viendraient à être créés après la signature du présent contrat et à toutes personnes, et toutes activités qui viendraient à être mis à disposition ou dévolus à l'ANCT et ses filiales. En contrepartie, l'assureur peut, à tout moment, demander à l'ANCT et ses filiales les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Procédure de passation

Le présent contrat est un marché de service conclu selon la procédure de l'appel d'offres ouvert prévue aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

2.2 Nomenclature communautaire

CPV 66510000-8 : Services d'assurance

2.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché public ordinaire mono-attributaire.

TICLE 3 – DUREE DU MARCHE

La durée du marché est de quatre (4) années à compter de sa date de notification.

Les parties disposent d'une faculté de résiliation annuelle du contrat moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois minimum avant la date de l'échéance annuelle. Celle-ci correspond à la date anniversaire de la notification du contrat.

ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Le présent marché est constitué par les documents contractuels listés à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dans l'ordre indiqué ci-dessous et dans leur dernière version résultant des modifications éventuelles opérées par acte modificatif, à savoir :

- L'Acte d'Engagement (AE) signé par le pouvoir adjudicateur et le représentant habilité du titulaire, et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le CCAG FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En complément de l'article 4.1 susmentionné, sont ajoutés à la liste :

- Les conditions particulières de la société d'assurance ;
- Les conditions générales de la société d'assurance.

En cas de contradiction entre les pièces susmentionnées, l'ordre de prévalence est celui indiqué ci-dessus. Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans le cadre de l'exécution du présent marché public, d'une quelconque ignorance des textes législatifs ou réglementaires, notamment du code des assurances, intéressant son activité.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

5.1 Notes de couverture

Le candidat retenu devra dès la notification du marché émettre une note de couverture constatant l'engagement réciproque avant l'établissement de la police définitive.

5.2 Forme des notifications et informations

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

5.3 Pilotage du marché par l'ANCT

Le marché public est piloté par le service juridique de l'ANCT (SJ).

Le service des marchés et de la commande publique (SMCP) est l'interlocuteur concernant les aspects juridiques (sous-traitance, sûretés, obligations administratives du titulaire, ...) et financiers (révision de prix).

5.4 Equipe du titulaire dédiée à l'exécution des prestations

Le titulaire du marché ou le mandataire du groupement en cas de groupement s'engage à maintenir l'équipe présentée dans le mémoire remis à l'appui de son offre.

Si une personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, en cours d'exécution, le titulaire doit en aviser immédiatement l'assuré, veiller à la remplacer dans les conditions ci-dessous et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, il doit désigner un remplaçant et en communiquer le nom et les qualifications au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le refuse pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'Assuré refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour désigner un autre remplaçant et l'en informer.

Lorsque le changement est accepté par le pouvoir adjudicateur, la période minimale de recouvrement, pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations relatives au marché est fixée à 10 jours minimums à compter de l'acceptation du remplaçant.

5.5 Sous-traitance

Les dispositions des articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique s'appliquent. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS, étant entendu que la sous-traitance ne peut concerner que les prestations de services.

En outre, afin que le sous-traitant déclaré soit accepté et agréé, la méthodologie d'intervention qu'il utilisera pour réaliser les prestations, ainsi que ses interactions avec les différentes parties au présent marché public devront être précisées. Que la sous-traitance soit déclarée lors du dépôt de l'offre ou de l'exécution du marché public, elle doit faire l'objet d'une déclaration.

Le titulaire s'engage à transmettre les pièces et attestations de son sous-traitant (de nature à prouver que les obligations sociales, fiscales et d'assurance identiques à celles du titulaire sont respectées) sauf à ce que le sous-traitant les dépose sur la plateforme e-attections.

ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5.1 du CCAG FCS, les parties sont soumises à une obligation de confidentialité.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Il est rappelé qu'une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout

support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

L'obligation de confidentialité se poursuit après expiration du marché public.

L'obligation de confidentialité ne devient caduque que si l'information est rendue accessible dans les conditions de l'article 5.1.4 du CCAG. Dès lors, une partie ne peut et ne pourra demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité pénale de la partie concernée pourra être engagée.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant. En cas de violation de cette obligation, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Pour le traitement de données à caractère personnel, les parties sont entendues comme telles :

- l'ANCT a la qualité de responsable de traitement ;
- le titulaire du marché public a la qualité de sous-traitant.

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché public.

ARTICLE 8 – PRIX DU MARCHÉ

8.1 Contenu du prix

Les prix applicables au présent marché public sont ceux figurant dans l'Acte d'Engagement (offre financière du candidat).

Dans le cadre de son offre financière, le titulaire établit, pour chaque membre du groupement de commandes, le prix correspondant à la police d'assurance couvrant sa responsabilité civile, selon les modalités suivantes :

- Montant annuel hors taxe ;
- Montant des taxes ;
- Montant annuel toutes taxes comprises.

Tous les montants figurant dans l'Acte d'Engagement sont exprimés en distinguant le montant HT de la (des) prime(s) et le montant des taxes d'assurance applicables selon la réglementation en vigueur.

Le titulaire établit ainsi trois propositions de prix, pour l'ANCT et chacune de ses deux filiales, lesquelles permettront de calculer le montant total toutes taxes comprises de l'offre financière.

Le titulaire devra établir ses propositions financières sur la base des assiettes de cotisation suivantes :

ANCT	En cohérence avec la nature des activités de l'ANCT décrites dans le CCTP, l'assiette de cotisation sera la suivante : <ul style="list-style-type: none">- d'une part, le budget de fonctionnement de l'ANCT ; et d'autre part, la somme totale des surfaces artisanales et commerciales (en m²) appartenant à l'ANCT.
SCI Foncièrement Quartier	<ul style="list-style-type: none">- Surface totale des biens immobiliers possédés par la SCI (en m²)
SCI de l'Espace Commercial du Plateau de Haye	<ul style="list-style-type: none">- Surface totale des biens immobiliers possédés par la SCI (en m²)

Pour l'établissement de l'offre financière du candidat, un tableau des surfaces est annexé au présent CCAP. Le budget de fonctionnement de l'ANCT s'élève pour **l'année 2024 à 37,6 M €**. **Le budget 2025 est prévu au montant de 39.3 M €**

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres. Le titulaire certifie que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité si le pouvoir adjudicateur le demande.

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation, les commissions, ainsi que tous les frais afférents aux prestations, au suivi contractuel, aux risques techniques et économiques prévisibles, les frais d'assurance, de documentation, les frais éventuels de réunions, de transport, de déplacement et d'hébergement des personnels du titulaire.

8.2 Forme et type de prix

Le présent marché public est conclu à prix définitif.

Les prix sont forfaitaires et révisables, à la hausse comme à la baisse selon le barème du titulaire.

8.3 Modalités de révision des prix

L'assuré fera une déclaration de mise à jour annuelle des existants, au plus tard deux mois avant la date d'échéance annuelle visée à l'article 3 du présent CCAP (date anniversaire de la notification du contrat). Cette déclaration permettra d'ajuster le montant de la cotisation annuelle, selon les mêmes modalités que celles qui sont décrites à l'article 8.2 ci-dessus.

A compter de la réception de cette déclaration, le titulaire disposera d'un délai d'un mois pour remettre son nouveau tarif à appliquer. A cet effet, il remettra une nouvelle offre financière, laquelle fera apparaître le pourcentage de variation par rapport au montant précédemment pratiqué, ainsi que les éléments justifiant la révision du prix.

Le pouvoir adjudicateur disposera de 15 jours ouvrés pour émettre sa décision sur cette nouvelle offre. Passé ce délai et dans le silence de l'assuré, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés. La notification de la décision de l'assuré peut se faire par courriel et le titulaire devra en accuser réception.

Les nouveaux tarifs sont applicables à compter de la date d'échéance annuelle du présent marché.

8.4 Clause de sauvegarde

L'assuré se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché en cas de majoration supérieure ou égale à 8%.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT

9.1 Echéance des paiements et mode de règlement

Le paiement est effectué sur appel de cotisation annuel émis par le titulaire. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

9.2 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement ne peut excéder trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans les délais fait courir, de plein droit et sans formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement aux bénéfices du titulaire. Le taux des éventuels intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêts de la principale activité de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du marché par la personne publique aux torts exclusifs du titulaire.

9.3 Présentation des primes d'assurance

Le prestataire émettra de manière distincte une prime pour l'ANCT et pour chacune des deux (2) filiales. La prime est payable annuellement.

L'appel de prime (facture) établi par l'assureur ou son mandataire autorisé devra mentionner obligatoirement :

- 1 - le nom et l'adresse du créancier,
- 2 - la date d'établissement du document,
- 3 - la prestation concernée,
- 4 - le n° du marché et de l'engagement juridique correspondant (EJ),
- 5 - les modalités de calcul de la prime,
- 6 - la prime HT,
- 7 - le montant total HT passible des taxes d'assurances,
- 8 - le taux et le montant des taxes,
- 9 - le montant total à payer toutes taxes incluses,
- 10 - le nom, l'adresse et les coordonnées bancaires du prestataire chargé de l'encaissement de la prime émise.

Les factures doivent être impérativement déposées sur le portail CHORUS PRO que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Ce portail permet au titulaire de réduire les coûts et les délais de traitement, de sécuriser les échanges et d'œuvrer pour le développement durable. Ce service est entièrement gratuit.

ARTICLE 10 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit des contrats d'assurances dont les garanties permettent de couvrir toute l'ampleur des prestations objets du présent marché.

Pour ce faire, il produit une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, les garanties souscrites et tout dommage corporel, sans limite.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues dans le présent marché.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état et d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes.

ARTICLE 11 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai et par écrit à l'ANCT ou via le site <https://www.e-attestations.fr>, toutes modifications ayant une incidence sur le statut de la société survenant en cours d'exécution du marché et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- À la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- À l'adresse de l'entreprise ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité et généralement tout changement ayant une incidence sur le fonctionnement ou le statut de la société.

Le titulaire est aussi tenu de communiquer, sans délai à l'ANCT, les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à ces dispositions, le titulaire est informé que l'ANCT ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou tout autre document fourni par le titulaire, du fait des modifications intervenues au sein de la société et dont le l'ANCT n'aurait pas eu connaissance.

11.1 Dépôt des pièces administratives

Dépôt obligatoire des pièces et attestations mentionnées ci-dessus dans e-attestations

Le titulaire doit fournir tous les six mois, pendant toute la durée d'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et 8 du code du travail.

Les pièces et attestations sont déposées par le titulaire du lot sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'ANCT, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas de ces formalités. Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

ARTICLE 12 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à une pénalité dans les conditions fixées au CCAG FCS.

ARTICLE 13– RESILIATION

L'ANCT peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à 5% du montant total initial hors taxes du présent marché.

ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION

Le droit applicable est le droit français.

En cas de litiges, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article L. 2197-6 du code de la commande publique.

A défaut, les différends seront portés devant le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 15 – DEROGATIONS AU CCAG -FCS

Article du CCAP	Article du CCAG -FCS
5.4	3.4.3